Burundi : discours de haine et élections à haut risque, en pleine pandémie

FIDH,Â 18/05/2020 COMMUNIQUÃ‰ Paris â€“ Nairobi - 18 mai 2020. A lâ€™approche des Ã©lections prÃ©sidentielle, lÃ©
et communales qui doivent se tenir le 20 mai 2020 au Burundi, la FÃ©dÃ©ration internationale pour les droits humains (FIDH) et son organisation membre pour le Burundi, la Ligue burundaise des droits de lâ€™Homme (Â«Â ITEKAÂ Â»), alertent sur les risques dâ€™explosion sanitaire et de violences, pendant quâ€™incidents et arrestations se multiplient depuis plusieurs jours dans une campagne Ã©lectorale trÃ¨s tendue.

Alors que ces Ã©lections se dÃ©rouleront, une fois de plus, dans un quasi-huis-clos, nous appelons la communautÃ© internationale Ã redoubler de vigilance et Ã rester saisie de cette situation Ã haut risque, et mettons en garde les autoritÃ©s burundaises contre tout acte de violence. La campagne Ã©lectorale au Burundi sâ€™est dÃ©roulÃ©e en pleine pandÃ©mie internationale de COVID-19, au mÃ©pris des rÃ¨gles de sÃ©curitÃ© sanitaire appropriÃ©es. Les meeting politiques et rassemblements publiques ont attirÃ© des foules nombreuses, alors que trÃ¨s peu de mesures ont Ã©tÃ© mises en place pour contrer la propagation du virus dans un pays oÃ¹ les services de santÃ© demeurent faibles et mal Ã©quipÃ©s. La dÃ©cision rÃ©cente des autoritÃ©s burundaises de dÃ©clarer persona non grata plusieurs membres du bureau de lâ€™Organisation mondiale pour la santÃ© (OMS), dont son reprÃ©sentant pays, avec obligation de quitter le territoire avant le 15 mai 2020, est un signe inquiÃ©tant. Â«Â Le rÃ©gime burundais, isolÃ© sur la scÃ¨ne internationale, a voulu tenir coÃ»te que coÃ»te les Ã©lections en pleine crise de Covid-19, au risque de voir la pandÃ©mie exploser au niveau rÃ©gional, et le pays sombrer dans des affrontements meurtriers sitÃ´t les rÃ©sultats connus, tant la campagne aura Ã©tÃ© tendue, Ã©maillÃ©e de violences de propos incendiairesÂ Â», remarque ainsi Anschaire NIKOYAGIZE, PrÃ©sident de la Ligue burundaise des droits de lâ€™homme ITEKA. Pour la pÃ©riode allant du 27 avril au 10 mai 2020, la Ligue ITEKA a pu documenter la mort de 12 personnes, dont des assassinats. Elle a Ã©galement documentÃ© des actes de torture pratiquÃ©s Ã lâ€™encontre de six personnes, un cas de violence sexuelle basÃ©e sur le genre, lâ€™enlÃ¨vement de quatre personnes toujours portÃ©es disparu et lâ€™arrestation arbitraire de prÃ¨s de 90 personnes. Ces actes auraient Ã©tÃ© commis principalement par des agents de police, de renseignements et des membres des Imbonerakure, la milice du parti au pouvoirÂ : le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD). La plupart des victimes seraient des membres du principal parti dâ€™oppositionÂ : le Conseil national pour la libertÃ© (CNL). Ce dernier a rÃ©cemment dÃ©clarÃ© 200 de ses militants avaient Ã©tÃ© emprisonnÃ©s depuis le dÃ©but de la campagne. Des affrontements ont rÃ©guliÃ¨rement Ã©clatÃ© entre militants du CNL et ceux du CNDD-FDD, causant plusieurs morts.

Des discours de haine et dâ€™incitation Ã la violence irresponsables ont ponctuÃ© la campagne Ã©lectorale, laissant craindre un basculement vers des violences Ã large Ã©chelle sitÃ´t les rÃ©sultats annoncÃ©s le 4 juin. Lors de rÃ©unions publiques, de reprÃ©sentants administratifs ont ainsi appelÃ© les milices Imbonerakure Ã Â«Â chasserÂ Â» les membres du parti CNL si le parti au pouvoir venait Ã remporter les Ã©lections. Durant lâ€™ouverture de la campagne Ã©lectorale du parti prÃ©sidentiel, de membres de ce parti avaient dÃ©jÃ entonnÃ© des chansons au contenu particuliÃ¨rement agressif et menaÃ§ant Ã lâ€™Ã©ga partis et mouvements dâ€™opposition.

Les rÃ©centes mesures de quarantaine imposÃ©es par les autoritÃ©s Ã lâ€™entrÃ©e du territoire, associÃ©es au fait que de nombreux reprÃ©sentants de la sociÃ©tÃ© civile vivent en exil depuis des annÃ©es, rendent lâ€™observation des Ã©lections d voire impossible aux niveaux national, rÃ©gional et international. Vu ce contexte dÃ©lÃ©tÃ¨re, la FIDH et la ligue ITEKA demandent aux partis et responsables politiques en lice de faire preuve de retenue et de sâ€™abstenir de tout discours de haine pouvant contribuer Ã embraser une situation dÃ©jÃ explosive. Nos organisations demandent Ã©galement aux autoritÃ© burundaises de prendre toutes les mesures nÃ©cessaires pour protÃ©ger la santÃ© et la vie de ses citoyens durant le processus Ã©lectoral, de libÃ©rer les opposants et autres personnes arbitrairement arrÃªtÃ©s et dÃ©tenus, et de traduire en justice les responsables des violations commises dans le cadre Ã©lectoral.

Enfin, nous demandons Ã la communautÃ© internationale de se montrer trÃ¨s vigilante sur la situation Ã©lectorale, y compris sanitaire, au Burundi, et de prendre les actions nÃ©cessaires contre les responsables de violations et de tout acte remettant en cause la dÃ©mocratie dans le contexte Ã©lectoral, notamment par des sanctions individuelles. ContexteÂ : Depuis 2015, voter au Burundi est synonyme de rÃ©pression et de violences. La derniÃ¨re Ã©lection prÃ©sidentielle dâ€™avril 2015, Ã lâ€™issue de laquelle Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, a Ã©tÃ© rÃ©Ã©lu, a marquÃ© le dÃ©but dâ€™une politique, sÃ©curitaire, humanitaire et des droits humains dans le pays. Dans un contexte dÃ©jÃ marquÃ© par la contestation et la rÃ©pression, un rÃ©fÃ©rendum prÃ©sidentiel a Ã©tÃ© organisÃ© en mai 2018 afin de modifier la Constitution pour perme PrÃ©sident actuel de briguer un quatriÃ¨me mandat. Peu de temps aprÃ¨s, Pierre Nkurunziza dÃ©cide finalement de ne pas se reprÃ©senter Ã lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle de 2020, et un candidat du parti au pouvoir, Ã‰variste Ndayishimiye, est cho janvier 2020. Ainsi, depuis 2015, lâ€™espace civique a Ã©tÃ© fortement rÃ©duit au Burundi, et des violations graves des droits humains ont Ã©tÃ© commises en toute impunitÃ©, par des reprÃ©sentants du rÃ©gime au pouvoir et sa milice Imbonerakure. Des violations graves des droits fondamentauxÂ : des exÃ©cutions extrajudiciaires, des assassinats ciblÃ©s, des disparitions forcÃ©es, des actes de torture et des violences sexuelles ainsi que des arrestations et dÃ©tentions arbitraires, ont Ã©tÃ© commis. Des atteintes aux libertÃ©s publiques, notamment la libertÃ© dâ€™expression et dâ€™association, ont Ã©galement Ã perpÃ©trÃ©es et de nombreux opposants politiques et membres de la sociÃ©tÃ© civile ont Ã©tÃ© contraints Ã lâ€™exil.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});